

BUDGET ET POLITIQUE BUDGETAIRE

Les objectifs des politiques économiques

Il est de coutume de présenter les objectifs des politiques économiques en se référant aux fonctions de l'État dégagées par R.Musgrave en 1959 :

- <u>l'État doit veiller à l'allocation optimale des ressources</u>, en assurant la production des biens collectifs purs (qui sont consommés indivisiblement par l'ensemble de la collectivité, par exemple la Défense nationale), en luttant contre les effets externes et les monopoles, car les monopoleurs captent à leur profit une partie de la valeur ajoutée;
- <u>l'État a une fonction de stabilisation</u> de l'activité économique en veillant au respect des grands équilibres, d'où un taux de croissance du PIB le plus élevé possible, le plein-emploi, la stabilité des prix, c'est-à-dire un taux d'inflation le plus faible possible et un équilibre des échanges extérieurs, en d'autres termes de la balance des paiements;
- <u>l'État a enfin pour fonction de redistribuer la richesse créée,</u> en fonction des choix manifestés par les électeurs, sur une base éminemment subjective de combinaison d'efficacité économique et de justice sociale.

Les moyens des politiques économiques

Les pouvoirs publics disposent d'une palette d'instruments qu'ils ne peuvent toutefois utiliser tous en même temps, car leur emploi n'est pas toujours compatible :

- le budget de l'État est l'instrument par excellence, puisque son action peut être directe, par le biais des dépenses publiques au sens large, ou indirecte, par l'action des prélèvements obligatoires (impôts ainsi que cotisations sociales);
- la monnaie constituait traditionnellement un autre instrument de la politique économique; par exemple en favorisant l'octroi de crédits bonifiés à tel acteur ou tel autre, l'État pouvait orienter les moyens de financement vers une activité plutôt qu'une autre.

LES DIFFÉRENTS TYPES DE POLITIQUES ÉCONOMIQUES

Les politiques conjoncturelles

Elles peuvent être définies comme une action des pouvoirs publics afin d'influencer la croissance à court terme dans la perspective de rétablir les grands équilibres du « carré magique ».

Les politiques structurelles

Les moyens d'action demeurent pour l'essentiel les mêmes que précédemment, mais prennent une orientation durable, dans le but de corriger les oublis ou les erreurs du marché :

- la planification indicative agit par incitation sans se substituer au marché, en favorisant le développement de secteurs ou de régions cibles;
- la politique industrielle est un ensemble de relations entre l'État et l'industrie, par le jeu de prises de participation, de crédits bonifiés, de subventions, de réductions d'impôts, de commandes publiques. Elle peut viser le système productif dans son ensemble ou un secteur

Cours de Sciences Economiques et Sociales (SES) Ouatrième Année du Secondaire Préparé et présenté par Délex VALBRUN

Résumé du chapitre« Budget et politique budgétaire»

particulier (les nouvelles technologies) ou encore un groupe de secteurs en les associant à de grands programmes (Ariane ou Airbus pour l'industrie européenne);

• les politiques de recherche, d'éducation ou de santé agissent également sur le système productif, car elles génèrent des effets externes positifs dont vont profiter les entreprises pour améliorer leur compétitivité structurelle. Peuvent aussi faire partie de ces politiques, les politiques d'aménagement du territoire ainsi que celle concernant l'environnement.

Budget: C'est un élément comptable dressant l'ensemble des recettes et des dépenses prévisionnelles d'un agent économique. Le budget est adopté pour une année fiscale, c'està-dire du 1er octobre de l'année en cours au 30 septembre de l'année suivante.

Politique budgétaire : Une politique budgétaire est une politique économique qui utilise le budget de l'état pour influencer sur la production, l'emploi et le niveau des prix.

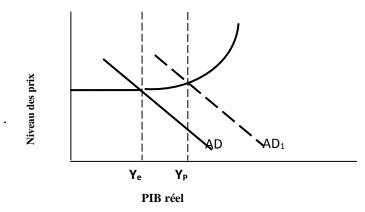
Politique fiscale : La politique fiscale se traduit par le maniement des impôts et des dépenses de l'État en vue de contrôler l'activité économique d'un pays.

Déficit budgétaire : C'est lorsque les dépenses de l'état (G) dépassent les recettes fiscales de l'état (T), G>T.

Excédent budgétaire : C'est lorsque les recettes fiscales (T) sont supérieures aux dépenses (G) de l'état, T>G.

Equilibre budgétaire: C'est lorsque les dépenses équivalent les recettes fiscales, T=G.

Politique budgétaire expansionniste : Politique budgétaire conçue pour augmenter la demande globale ou l'offre globale



Politique budgétaire restrictive: Politique budgétaire conçue pour diminuer la demande globale ou l'offre globale.

Effet d'éviction ou crow ding-out": Diminution des dépenses privées qui surviennent après une augmentation des dépenses publiques.

Dette : Somme qu'on doit à un créancier.

Dette publique : C'est le montant total qu'un gouvernement doit à ses créanciers.

Dette cyclique : Portion du déficit budgétaire résultant d'une baisse de l'activité économique.

Déficit structurel : Portion du déficit budgétaire qui existe même lorsque l'économie fonctionne au plein emploi.

Dette extérieure : Portion totale de la dette qui est due à des créanciers à l'extérieur du pays. **Dette intérieure** : Portion totale de la dette qui est due à des créanciers à l'intérieur du pays.

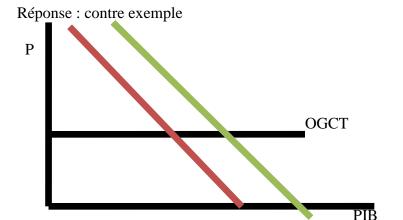
Effet de la boule de neige : Situation dans laquelle la dette publique augmente mécaniquement du fait que le taux d'intérêt payé sur la dette est plus élevée que le taux de croissance des ressources qui servent à la rembourser.

Discussions

1) Depuis des années la dette publique ne cesse d'augmenter. En quoi le montant de la dette peut-il avoir un effet sur notre vie ?

Réponse : Si vous êtes un futur contribuable, vous ferez partie de ceux qui porteront le fardeau de rembourser cette dette.

2) Un déficit budgétaire entraine-t- il nécessairement l'inflation ?



La droite OGT est horizontale. Aucun lien entre le déficit budgétaire et l'inflation.

TD SUR BUDGET

Document I

La politique budgétaire est l'objet de trois critiques

La première est liée à l'ouverture des économies aux échanges internationaux. Une politique de relance économique fondée sur un déficit budgétaire risque de favoriser les entreprises étrangères. Les nouveaux revenus distribués profitant aux seuls agents économiques étrangers. C'est une manifestation de la contrainte extérieure.

La seconde critique correspond au problème du déficit budgétaire. S'il est financé par création monétaire, il y a un risque d'inflation. S'il est en revanche financé grâce à des emprunts auprès des agents économiques, se pose le problème de l'effet d'éviction. L'effet d'éviction est un phénomène qui conduit l'activité du secteur public à supplanter celle du secteur privé. Dans le cas d'un déficit budgétaire, le recours à l'emprunt provoque un déplacement des ressources d'épargne disponibles vers le secteur public au détriment des autres agents. Les taux d'intérêt augmentent car la demande des capitaux s'accroit, les pouvoirs publics doivent aussi proposer une meilleure rémunération pour de nouveaux épargnants. La conséquence de ce phénomène est que les dépenses des agents économiques sensibles aux taux d'intérêt (investissement) sont freinées. L'effet d'éviction provoque un ralentissement de l'activité économique. [...]

Une dernière critique importante de la politique budgétaire reliée elle aussi au financement d'un déficit, concerne le problème de la dette. Plusieurs années de déficits budgétaires peuvent conduire à une accumulation de la dette publique (en cas de financement par l'emprunt). Un risque important apparait, alors, celui d'un « effet de boule de neige » de dette. Il s'agit du cercle vicieux suivant : une dette importante implique le versement d'intérêts considérable aux épargnants créanciers de l'Etat ; le poids de ces intérêts, qui sont une charge, c'est-à-dire une dépense du budget aggrave le déficit et conduit à un nouvel endettement public qui, à son tour, conduira à un niveau d'intérêts encore plus important, etc.

- a) Qu'entendez-vous par déficit budgétaire?
- b) Montrer qu'une politique économique fondée sur déficit budgétaire peut permettre la relance économique.
- c) Nommer les critiques adressées à la politique budgétaire.
- d) Trouver dans le texte deux modes de financement du déficit budgétaire.
- e) Quels sont les impacts sur l'économie de l'effet d'éviction ?
- f) Montrer comment <<l'effet boule de neige>> de la dette peut conduire à un surendettement. (20 pts)

Document II

La politique budgétaire

La politique budgétaire s'appuie sur l'élaboration du budget de l'Etat, qui n'est autre que la prévision de l'ensemble des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'année.

Le solde budgétaire constitue un instrument de politique économique en ce sens qu'il agit sur l'activité économique. En effet, un déficit budgétaire peut permettre de relancer l'activité économique grâce au supplément de revenu distribue aux agents économiques. La croissance qui en résulte va contribuer, en retour, à augmenter les recettes fiscales et diminue le déficit budgétaire. Même un budget équilibré a des effets sur l'activité économique si l'on observe les structures des recettes nettes des dépenses. Par exemple, une distribution des revenus, par l'intermédiaire du budget, des ménages à faible propension à consommer permet un soutien de la demande (consommation).

J. Longuite, J. Muller, P. Vanhove, Economie manuel et application,

- a) Définir le budget de l'Etat.
- b) Que signifie d'après vous, un déficit budgétaire ?
- c) Quels en sont les effets sur l'activité économique ?
- d) Quand dites-vous qu'un budget est équilibré?
- e) Situer sur un intervalle la propension marginale à consommer sans vous référer au texte.
- f) Rappeler quels sont les agents économiques qui financent le budget de l'Etat. (20pts)